



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana – Fandrosoana

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE

**PROJET DE MISE EN VALEUR ET DE PROTECTION
DES BASSINS VERSANTS AU LAC ALAOTRA
(BV ALAOTRA)**



Document de travail BV lac n° 15

**Histoire du crédit à la SOMALAC dans les années 1980-1990
Une première expérience de crédit a caution solidaire**

**Guy Belloncle, compilé par Maud Oustry et E Penot,
Projet BV lac.**

Octobre 2008

Introduction

L'objet principal de ce document de travail est de valoriser une expérience de crédit à caution solidaire mise en place par G. Belloncle, dans les années 1980, à la Somalac, au lac Alaotra. Cette expérience inédite au lac est doublement intéressante : elle montre les problèmes rencontrés à cette époque avec ce type de crédit, elle éclaire enfin l'expérience actuelle des ACCS (Associations de Crédit à Caution Solidaire) mises en place par le même auteur en 2003 (auquel nous rendons hommage ici depuis sa disparition en 2005).

L'histoire peut se répéter : à nous d'en tirer les leçons

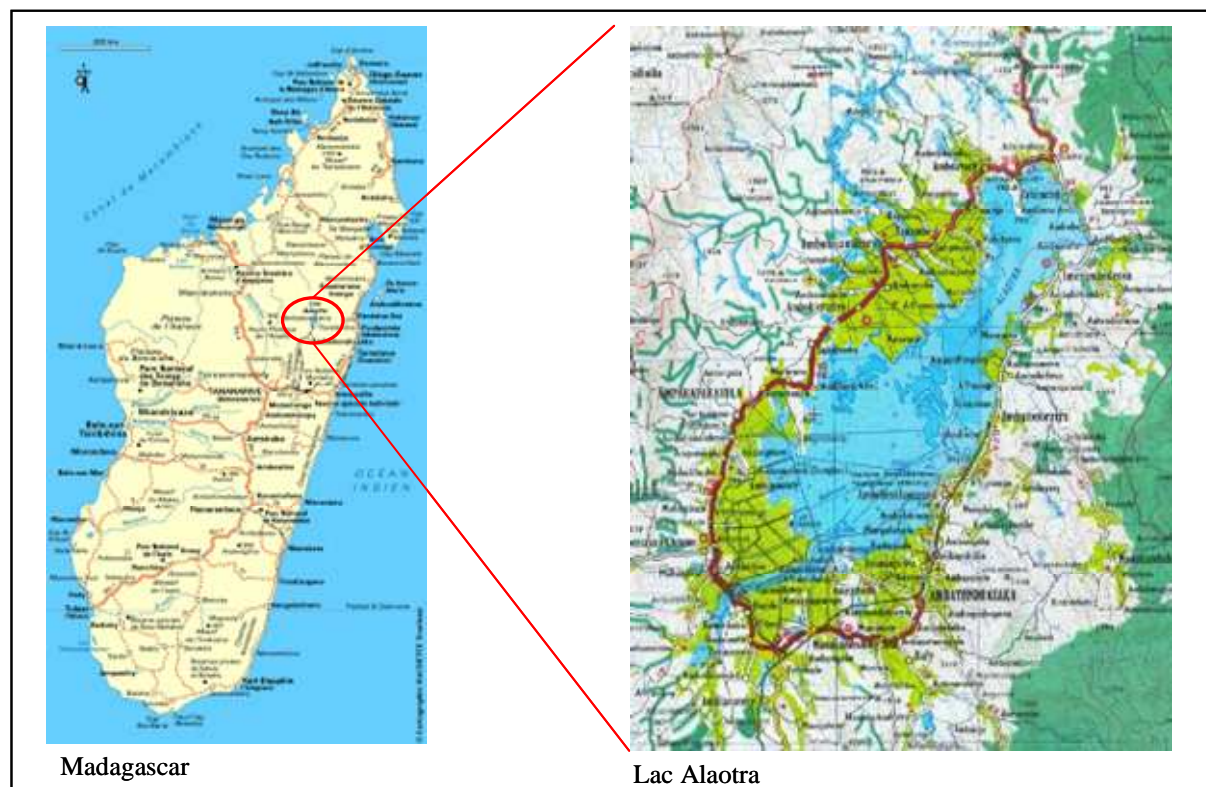
On rapprochera ce document de celui écrit par M. Oustry et E. Penot sur l'analyse des pratiques de crédit au lac, dans le cadre de BVlac en 2007.

Les convictions de l'auteur sur les pratiques du crédit à caution solidaire sont mises à l'épreuve des faits.

Si nous ne devons garder en mémoire qu'une seule phrase de ce rapport, celle-ci serait sans doute la suivante :

« en matière de crédit agricole le seul crédit agricole efficace est celui qui est remboursé à 100% ».

Le document présente les travaux et l'évolution chronologique de la situation au fur et à mesure des missions d'appui effectuées. La synthèse a été effectuée à partir des rapports officiels de la SOMALAC (Société Malgache d'Aménagement du Lac Alaotra).



Avril 1985

Les groupements du PC15 :

L'hypothèse que les nouveaux membres des groupements sont d'anciens «scamistes» (c'est ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes) s'est pleinement justifiée puisque la totalité des actuels membres des groupements (à l'exception d'un groupement de jeunes) faisaient également partie des SCAM (Société de Crédit Agricole Mutuel, très largement implanté dans les années 1960). La composition sociale des groupements est également très claire. Lorsqu'on interroge les paysans sur les raisons qui expliquent que certains font partie des groupements et que d'autres en sont exclus, ils répondent que ne font pas partie de groupements :

- les grandes familles que se suffisent à elles-mêmes,
- ceux qui ont laissé des impayés au sein des SCAM,
- les métayers et les jeunes sans terre.

Les membres de ces nouveaux groupements sont donc aujourd'hui les paysans qui sont parvenus à se maintenir en faire-valoir direct sur les lots de 2,5 ha qui leur ont été attribués. On est donc en présence de petits paysans «propriétaires» et en faire-valoir direct dont les besoins en crédit sont relativement homogènes. En outre ils se sont «cooptés» en toute connaissance de cause. Les conditions fondamentales (ainsi qu'on le verra dans la seconde partie) paraissent ainsi réunies pour la réussite d'un crédit solidaire.

Les groupements du PC23 :

C'est sur ce périmètre qu'elles sont en effet les plus anciennes -puisque neuf d'entre-elles ont deux années de fonctionnement pour le crédit. Les 9 associations créées au début de l'année 1984, ayant bénéficié de crédit agricole, vont connaître un certain nombre de difficultés, faute notamment d'avoir respecté avec rigueur dès le départ les principes de base du crédit solidaire. C'est ainsi que sur les 9 Organisations Paysannes, 3 seulement rembourseront le crédit à 100 % à l'échéance du 31 août, 6 se retrouvant en impayés pour des sommes allant de 12.000 à 542.000 F.

Sur les 7 débiteurs, 2 (ceux qui doivent les sommes les plus faibles : 12.000 et 14.000F) ont dû faire face à des problèmes familiaux, 4 (restant devoir de 54.000 à 171.000 F) sont des métayers et le dernier (qui doit à lui seul 542.650 F) n'est autre que le délégué de la maille 32, paysan bien équipé, coutumier de ce genre d'opération et qui se croit «invulnérable». Cette nouvelle expérience de crédit à travers les « Organisations Paysannes » aura eu au moins le mérite d'attirer (de nouveau !) l'attention sur les règles qu'il faut impérativement respecter lorsqu'on veut mettre en place un crédit réellement solidaire.

La Dina :

L'élaboration de « dina » dans chaque association prévoyant de façon systématique le type de garanties que chacune d'elle pourra faire jouer en cas

d'impayés. Les « dina » n'abordent pas seulement les problèmes du crédit mais toutes les activités des associations

Trois dispositions notamment se retrouvent dans la grande majorité des « dina » :

- la nécessité d'une approbation préalable de toutes les demandes de prêts en assemblée générale,
- la mise en place d'un système de « prélèvement automatique à la source » lors de la commercialisation (ce qui montre bien que les paysans perçoivent spontanément l'intérêt de la liaison crédit-commercialisation),
- enfin, un type de garantie qui devrait se révéler très dissuasif : la quasi-totalité des dina prévoit en effet qu'en cas d'impayés l'association (ou l'un de ses membres) se substituera à l'emprunteur défaillant, mais qu'en contrepartie celui-ci devra confier la culture de tout ou partie de ses terres pendant un an et ceci à concurrence d'un hectare « abandonné » par tranche d'impayés de 50.000⁽²⁾.

Le problème essentiel du crédit :

Ce problème est sans doute le plus grave qui se pose aujourd'hui sur les périmètres encadrés par la SOMALAC. Le démarrage du Projet d'Intensification de la Riziculture s'est en effet traduit sur tous les périmètres par une relance du crédit individuel intervenant après toute une série d'échecs créant une situation particulièrement malsaine. C'est ainsi que la dernière expérience en date, celle du crédit « Financement du Monde Rural » (FMR) réalisée à travers les fokontany s'est soldée par une faillite généralisée (d'après le Directeur d'Agence de la BTM à Ambatondrazaka, 3 fokontany seulement sur 124 continuent à bénéficier du crédit dans l'ensemble du Fivondronana et le montant des impayés dépasse 50 millions).

Or c'est dans ce contexte non assaini que la BTM a accepté de consentir des prêts individuels intitulés prêts ODRI (Opération de Développement Rural Intégré) à des attributaires des périmètres encadrés par la SOMALAC mais hors association et ne bénéficiant de ce fait d'aucune possibilité de garanties solidaires (lesquelles on le verra ne sont déjà pas si faciles à mettre en œuvre !). Le résultat ne s'est pas fait attendre et dès la première année on atteint de 15 à 20 % d'impayés⁽¹⁾ avec le risque bien connu de « solidarisation à rebours » et de nouveau une faillite retentissante.

La BTM, après avoir consenti des prêts théoriquement « individuels » ne soit amenée devant la progression des impayés (et celle-ci est hélas inéluctable si une action urgente n'est pas entreprise) à considérer en quelque sorte a posteriori chaque périmètre comme solidairement responsable et à supprimer le crédit à l'ensemble des attributaires. La SOMALAC doit donc négocier avec la BTM pour que celle-ci ne supprime le crédit qu'aux mailles n'ayant pas remboursé à 100 % et seulement à celles-là.

⁽²⁾ : En d'autres termes ceci revient à dire que l'association en tant que telle (ou les membres qui se sont substitués aux emprunteurs défaillants) obtient ainsi une sorte de « droit de location » des lots de débiteurs sur la base de 50.000 F/ha . Si l'on sait que le revenu brut d'un hectare de rizière aménagée peut dépasser 300.000 F , il s'agit là **effectivement d'un bon placement** . On peut noter en outre que toutes les associations, et apparemment sans concertation, ont fixé un barème identique : un hectare de terre laissé en location par tranche d'impayés de 50.000 F.

⁽¹⁾ : 1.450.000 F d'impayés sur 9.730.000 F d'exigibles au 31 août 1984 sur le PC 15 (soit 15 %) 8.500.000 F d'impayés sur 45 millions d'exigibles sur le PC 23 (soit 19 %).

Le crédit solidaire :

Notre conviction sur ce point est très claire : les conditions de mise en œuvre d'un crédit agricole individuel, avec les garanties réelles que cela suppose (possibilité d'hypothèques et existence d'un marché foncier, bétail en stabulation avec possibilité de saisie, matériel d'exploitation pouvant être vendu aux enchères, bref tout l'arsenal juridique mise en œuvre par les banques de crédit agricole des Pays où l'agriculture repose globalement sur des propriétaires-exploitants) ne sont pas aujourd'hui réunies à Madagascar et la BTM en s'engageant dans cette voie fait à nos yeux fausse route.

Quelles que soient les mésaventures rencontrées jusqu'ici avec les formules de crédit solidaire il nous semble qu'elles sont encore les seules possibles et qu'il n'existe de ce côté aucune alternative. Mais pour cela il faut définir avec précision les conditions qu'il est indispensable de réunir si l'on veut mettre en place un crédit solidaire efficace (et en matière de crédit agricole le seul crédit agricole efficace est celui qui est remboursé à 100%). Nous pensons que ces conditions sont au nombre de 5, l'absence d'une seule d'entre elles suffisant à mettre en péril l'ensemble du système :

- Le crédit solidaire ne peut fonctionner qu'à l'intérieur d'un groupe d'inter-connaissance, où les gens se font mutuellement confiance, partageant un certain nombre de valeurs communes (« sens de l'honneur », crainte de « salir le nom de la famille », etc). En aucun cas la taille du groupe ne peut (ni ne doit !) être déterminée de l'extérieur. Feront partie du groupe ceux qui s'acceptent solidairement responsables et exclusivement ceux-là... et on peut quelquefois plus solidaire à cinquante qu'à sept.
- Le bon fonctionnement du groupe implique qu'il existe une certaine homogénéité entre les membres quant aux demandes de crédit (on ne rend pas solidairement responsables des gens qui empruntent pour l'achat d'un tracteur à roues cages et des gens qui empruntent pour l'achat d'une charrue).
- Concrètement l'accord pour être « caution solidaire » est exprimé lors d'une assemblée générale où chacun doit formuler publiquement (et contradictoirement) sa demande de crédit. Un procès-verbal des demandes de crédit « approuvées » par le groupe doit être établi séance tenante et signé de tous les membres du groupe.
- Chaque groupement de crédit solidaire doit être en mesure de tenir lui-même sa comptabilité c'est-à-dire notamment d'établir les exigibles annuels de chacun de ses membres. Cette possibilité de vérification permet en effet d'éviter tous les litiges sur les montants à rembourser (ou déjà remboursés) et de lever tous les contentieux avec l'organisme bancaire, contentieux qui peuvent servir de prétexte à des emprunteurs de mauvaise foi.
- Enfin et surtout, à côté des garanties morales mentionnées plus haut il est absolument indispensable de prévoir, et ce dès le départ, des garanties financières réelles que le groupe (et lui seul !) pourra faire jouer. C'est au groupe de définir lui-même le type de garanties réelles qu'il entend faire jouer en cas de non-remboursement. (Et l'expérience montre que les paysans entre eux peuvent

faire jouer un certain nombre de garanties qu'il serait impossible à l'Etat ou à un organisme étatique de faire jouer). En outre, en plus de ces garanties internes l'établissement bancaire et la société d'encadrement doivent également prévoir au niveau du groupe des mécanismes de garantie financière « externes » pour que le groupe soit contraint de rembourser à 100 %. L'un de ces mécanismes peut consister dans l'obligation faite à tout groupe de crédit de pratiquer au moment de la commercialisation (ce qui suppose que tout groupe de crédit participe, soit seul, soit avec d'autres groupes, à la collecte) une retenue de garantie suffisamment importante pour qu'elles soit « dissuasive ». Concrètement le groupe paiera par exemple 90 % du prix du paddy à la livraison, les 10 % restants étant « bloqués » auprès de la société d'encadrement (ou de l'organisme bancaire) tant qu'il reste un seul franc d'impayé. Il est évident que plus le montant des sommes bloquées par rapport au montant des impayés sera élevé, plus la pression sociale sur les emprunteurs défaillants sera forte.

En d'autres termes ce vers quoi il faut s'orienter est la meilleure combinaison possible entre des garanties morales et des garanties financières réelles⁽¹⁾.

Les documents nécessaires pour le crédit :

Les documents dont la maîtrise est nécessaire pour assurer correctement la gestion de la fonction crédit. Ils sont au nombre de 9 et nous donnons ci-dessous leur dénomination en français fondamental (dénomination qui a servi de base à la recherche de leur dénomination en malgache) :

- le papier où l'on écrit pour chacun ce que la banque veut savoir avant d'accorder le crédit (fiche d'enquête d'exploitation),
- le papier où chacun dit les crédits qu'il demande,
- le papier où l'on écrit tous les crédits que les membres du Fikambanana ont demandés à la BTM,
- le papier où la BTM dit à chacun le crédit qui lui a été accordé,
- le papier que la banque tient au nom de chacun (ouverture de compte bancaire individuel),
- le papier qui informe que l'argent du prêt a été versé sur le compte (notification de déblocage du crédit),
- le papier qui informe que la SOMALAC atteste que l'emprunteur a payé la « redevance » pour l'obtention du « titre foncier »,
- les papiers qui permettent aux paysans ayant obtenu le crédit d'aller retirer les produits aux magasins (autorisation d'enlèvement),
- le papier qui te rappelle ce que tu dois payer au 31 août (exigible individuel),
- le papier où le Fikambanana calcule tous ce que ses membres doivent rembourser au 31 Août,
- le papier où le Fikambanana calcule les impayés qui restent,
- les papiers où l'on écrit ce qui a été décidé en Assemblée générale (procès-verbaux).

⁽¹⁾ : Au cours d'une discussion sur les SCAM les paysans présents, anciens scamistes, ont eux-mêmes reconnu que les temps avaient changé et que l'esprit de solidarité (firaisankina) qui avait fait la force des SCAM cédait aujourd'hui devant « l'appât du gain ». C'est pourquoi le « sens de l'honneur » leur paraît désormais insuffisant pour faire rentrer l'argent.

Les usuriers :

Il a en effet été maintes fois démontré que si certains attributaires perdaient le contrôle de leurs terres (devenant métayers sur leurs propres parcelles), c'est parce qu'ils sont amenés à certaines occasions (besoins en semences ou en vivres de soudure, obligations sociales « contraignantes ») à **s'endetter à des taux « usuraires »**.

Septembre 1985

Le PC 15

La situation des impayés sur le crédit agricole était également inquiétante avec 9.730.859 F restant à recouvrer sur un exigible de 39.191.257 F, soit 25 % d'impayés... et le seuil à partir duquel joue la solidarisation à rebours largement dépassé⁽¹⁾. Sur ce point il fallait donc également agir, en commençant par localiser les débiteurs à la fois maille par maille et fokontany par fokontany. Le résultat de cette ventilation par fokontany est donné dans le tableau 2.

Ce tableau appelle les observations suivantes :

- Un seul fokontany, celui d'Ambohiboatavo (il est vrai le plus important), compte à lui seul un tiers des impayés,
- Les cinq fokontany les plus gros débiteurs comptent, à eux cinq, 8.454.922 FMG d'impayés soit 85 % du total,
- 5.054.280 FMG d'impayés (soit plus de 50 % du total) concernent des crédits accordés à des agriculteurs situés hors maille... ce qui témoigne pour le moins d'un singulier manque de vigilance au moment de l'instruction des dossiers,
- Enfin l'examen de la liste des débiteurs fait apparaître **que les 50 débiteurs les plus importants** (sur les 120 débiteurs mentionnés par la BTM) restent devoir une somme de 6.776.337 FMG soit près de 70 % du total.

Quant à la localisation des impayés maille par maille elle aura également mis en évidence une grande diversité de situations puisque les extrêmes vont d'un remboursement à 100 % (maille 3) à 520.293 FMG d'impayés pour 7 débiteurs (maille 19), 8 mailles sur 20 se situant entre 300 et 500.000 FMG. Une liste nominative des débiteurs a donc été établie maille par maille, la règle – établie en plein accord avec la BTM lors d'une réunion tenue le jour de notre arrivée – étant la suppression de tout nouveau crédit à toute maille⁽²⁾ ayant un seul impayé.

⁽¹⁾ : Sur la solidarisation à rebours, cf. rapport d'avril 1985 (p.17).

⁽²⁾ : Nous avons préféré à cette étape tenter de faire jouer la solidarité (fut-ce a posteriori) au niveau de la maille plutôt qu'au niveau du fokontany pour sauvegarder la possibilité pour les agriculteurs ayant la production la mieux sécurisée de continuer d'avoir accès au crédit. Le risque est grand, en effet, ainsi que nous l'avions précisé dans notre précédent rapport, de voir la BTM considérer l'ensemble du périmètre comme « solidairement » responsable et de supprimer le crédit à tous les attributaires ce qui compromettrait bien évidemment toute la politique d'intensification.

Fokontany	Nombre de débiteurs	Total montant à recouvrer (FMG)
Ambohiboatavo	40	3 183 601
Ambohitanibe	29	2 221 921
Ampitatsimo	13	877 991
Anosindrafo	14	1 249 084
Antanifotsy	07	922 325
Ambohimena	04	548 971
Tanambehivavy	05	344 156
Ampandrianosy	02	204 825
Ambohimanarivo	01	119 583
Ampasambazimba	01	111 400
Ilafy	01	6 292
Andrarabary	01	5 742
Ambohiboromanga	01	36 907
Ambonivohitra	Néant	Néant
Ampahitra	Néant	Néant
Teramanga	Néant	Néant
		9.899.372 FMG
17 fokontany	120 débiteurs	
	dont hors maille	-5.054.280 FMG
		4.845.092 FMG

La situation en matière de crédit agricole

Il faut distinguer ici crédits individuels et crédits par l'intermédiaire des groupements⁽¹⁾. Nous avons déjà donné les chiffres globaux et souligné leur caractère alarmant. Une première action a été entreprise pour exercer une pression sociale sur les débiteurs en donnant leurs noms publiquement. Mais il est évident que pour un certain nombre d'entre eux cette pression sociale est insuffisante et qu'elle doit être combinée avec d'autres moyens de pression.

Aussi a-t-il été demandé au chef de l'Agence BTM d'Ambatondrazaka d'adresser dans les meilleurs délais des sommations d'huissier dans un premier temps aux 20 débiteurs redevables des sommes les plus importantes et progressivement aux 50 débiteurs dont on a vu qu'ils représentaient à eux seuls 70% du total des impayés. Cette procédure avait été relativement efficace pour faire rentrer les impayés de la campagne 83/84 puisque, après sommation d'huissier auprès des débiteurs les plus importants, 1.275.000 F (sur 2 millions d'impayés) sont effectivement rentrés.

⁽¹⁾ : Distinction qui n'est pas faite par l'Agence BTM d'Ambatondrazaka, ce qui est très révélateur de la confiance limitée qu'elle a dans le crédit solidaire sur le PC 15.

L'important dans ce domaine est donc de maintenir le front uni SOMALAC – BTM – Autorités politiques en continuant à faire preuve de la plus extrême fermeté.

On aurait pu penser, par contre, que la situation des remboursements se présenterait de façon plus favorable au sein des groupements de crédit solidaire. Or, et c'est un élément nouveau de la plus grande importance par rapport à la campagne précédente, il n'en est rien et on peut considérer que 6 groupements sur les 11 mis en place il y a deux ans sont aujourd'hui en faillite.

En effet, contrairement à ce qui se passe avec les associations paysannes des autres périmètres qui sont en difficulté pour ce qui est du crédit, les taux d'impayés des 6 groupements du PC 15 sont si élevés (c'est vraiment une nouvelle et étonnante vérification de la règle de la « solidarité à rebours ») et les bénéfices de collecte si dérisoires que tout espoir de redressement nous paraît perdu.

Qu'on en juge par les données suivantes (nous ne reprenons pas les sommes remboursées et les pourcentages mais, élément sociologiquement beaucoup plus significatif, le nombre d'emprunteurs restants en impayés par rapport au nombre total d'emprunteurs) :

Fokontany d'Ambohiboatavo

Groupement Ambodivoara	:	8 emprunteurs sur 8 ont remboursé
Groupement Ambohiboatavo-centre	:	11 emprunteurs sur 11 ont remboursé
Unité résidentielle	:	15 emprunteurs sur 15 ont remboursé
Groupement Mahazoarivo	:	9 emprunteurs sur 9 ont remboursé
Groupement Soafimaritra	:	10 emprunteurs sur 10 ont remboursé
Groupement Mahavelona	:	3 débiteurs sur 4 emprunteurs
Groupement Mamokatra	:	10 débiteurs sur 16 emprunteurs
Groupement Mahavitazy	:	9 débiteurs sur 12 emprunteurs
Groupement Mitolona	:	11 débiteurs sur 11 emprunteurs

Fokontany d'Antanifotsy

Groupement Zamameva	:	7 débiteurs sur 9 emprunteurs
---------------------	---	--------------------------------------

Fokontany d'Ambohivohitra

Groupement Herisoa Mahavonjy	:	10 membres ayant remboursé ... en utilisant les 2 millions de fonds d'avance de la commercialisation.
------------------------------	---	---

Que conclure de tout cela ? Incontestablement que l'esprit des SCAM n'est plus ce qu'il était et qu'aujourd'hui, comme nous l'expliquaient lors de notre première mission d'anciens « scamistes » l'esprit de solidarité (firaisankina) a cédé devant «l'appât du gain », l'appel au sens de l'honneur et la crainte de la honte devenant insuffisants pour faire rentrer l'argent. Ceci renforce donc notre conviction qu'il est absolument essentiel de disposer (à côté des garanties morales qui restent indispensables) de garanties financières réelles, ce qui suppose une articulation

étroite entre crédit et commercialisation... un point sur lequel nous aurons l'occasion de revenir⁽²⁾.

Le PC 23

Le crédit aux associations :

Pour la campagne 84/ 85 les responsables du PC 23 avaient pris la décision de ne consentir de crédit agricole que par l'intermédiaire des associations paysannes. Le montant à recouvrer auprès des 26 associations bénéficiaires s'élevait à 52.459.755 FMG et le montant recouvré au 19 septembre était de 49.369.762 FMG, soit un taux global de remboursement de 94%. Quant à la stratification des associations en fonction de leurs taux de remboursement, elle se présente de la façon suivante :

Ivakaka	: 5 associations sur 5 à 100 %
Imamba	: 1 association à 100 % 1 association à 92 % (avec 454.710 FMG d'impayés mais 1.155.280 FMG de bénéfices de collecte)
Amparamanina	: Sur 17 associations : 12 à 100 % 4 entre 90 et 100 % (mais disposant toutes de bénéfices de collecte supérieurs au montant des impayés). 1 (OP.9) à 69 % avec 747.480 FMG d'impayés ...et aucun bénéfice de collecte (celle-ci ayant interrompue à la suite de malversations).
Autres zones	: 2 associations à 100 %

En définitive, pour ce qui est du crédit accordé par l'intermédiaire des associations, il devrait être possible en faisant jouer la garantie que constituent les bénéfices réalisés sur la collecte (qui restent bloqués à la BTM tant qu'il reste un franc d'impayé) de parvenir à un taux de remboursement de 100 % dans 25 associations sur les 26 qui ont bénéfice de crédit, la seule association en péril étant l'OP.9 d'Amparamanina où seule la menace d'une suppression de crédit peut éventuellement entraîner un sursaut salvateur.

Les impayés sur crédits individuels

Il s'agit exclusivement d'impayés sur la campagne 1983/ 84 puisque – ainsi qu'on vient de le signaler – aucun crédit individuel n'a été accordé au cours de la campagne 1984/85. Ces impayés sont importants : 10.960.535 FMG sur un exigible de 46.072.100 FMG, soit 24 %. Malheureusement sur le PC 23 aucune action n'avait encore été entreprise lors de notre mission. Le chef d'agence de la BTM d'Amparafaravola envisageait cependant de faire à son tour appel à l'huissier d'Ambatondrazaka pour adresser des sommations aux débiteurs les plus importants.

⁽²⁾ : Notons également au passage que la taille réduite du groupement de crédit ne constitue pas en elle-même une garantie suffisante. Ainsi, dans le plus petit groupement, 3 emprunteurs sur 4 sont en impayés.

Toutefois, compte tenu de l'importance de ce problème (qui risque de bloquer la mise en place de nouvelles associations dans la mesure où celles-ci ne peuvent bien sûr accepter parmi leurs membres des attributaires en impayés) nous avons suggéré, là encore, de mobiliser pendant trois jours l'équipe de formateurs afin que soient organisées, en collaboration étroite avec les responsables du périmètre, toute une série de réunions, maille par maille et fokontany par fokontany sur le modèle des réunions organisées au PC 15 (ce qui suppose qu'au préalable, les responsables du PC 23 aient localisé avec précision l'ensemble des débiteurs). Ce n'est qu'au vu des résultats alors obtenus que pourrait être envisagée une politique très sélective de crédits individuels auprès d'attributaires techniquement bien suivis sur des mailles et dans des fokontany totalement assainis.

Le PC Sahamaloto

Crédits individuels et solidaires

Si c'est sur le PC 23 que la commercialisation paraît avoir été la mieux maîtrisée, en matière de crédit la palme revient sans conteste au PC Sahamaloto. En effet, sur un exigible 1983/ 84 de 7.296.434 FMG, 7.172.708 FMG (soit 98,3%) ont été remboursés, le solde (123.726 F) étant représenté par un seul débiteur. Quant à l'exigible 1984/ 85 qui s'élevait à 27.724. 808 FMG, il a été recouvré à 95 % (26.348.620 F recouverts et 1.376.188 F d'impayés repartis entre 8 débiteurs). Résultat d'autant plus remarquable que plus de 80 % des crédits accordés étaient constitués par des crédits individuels⁽¹⁾.

Le PC Anony

Après le PC 15, c'est incontestablement sur le PC Anony que la situation nous est apparue la plus préoccupante. D'après les chiffres communiqués par la BTM lors de la réunion du 19 septembre, la situation se présentait globalement (crédits individuels + crédits aux associations) de la façon suivante :

		Exigible	Recouvré	Impayé	%
Campagne	1983/84	10 670 000	8 293 886	2 376 114	77
Campagne	1984/85	32 436 000	24 946 180	7 489 820	77
Total		43 106 000	33 240 066	9 865 934	77

Soit en deux campagnes, près de 10 millions d'impayés représentant 23 % et de nouveau un très grand risque de «solidarisation à rebours».

Mais plus préoccupante encore sans doute est la situation du crédit dans les associations paysannes. En effet, sur les 32 associations ayant bénéficié de crédits, 11 (soit 1 sur 3) restaient en impayés au moment de notre mission dont :

- 5 entre 75 et 90 % de remboursement

⁽¹⁾ : Sur les 3 associations ayant bénéficié de crédit, 2 ont remboursé à 100 %, 1 restait devoir 100.000 FMG avec 1 débiteur, mais disposait par ailleurs de bénéfices de collecte importants.

- 6 à moins de 75 %.

On peut donc avoir de sérieuses inquiétudes quant à leur capacité de redressement (surtout pour les 6 dernières) et ceci d'autant plus que la collecte elle-même ne s'est pas faite sans problème.

Conclusion sur le crédit :

Lors de notre précédente mission nous avons cherché à attirer l'attention des responsables de la SOMALAC sur l'importance de ce problème. « On risque - écrivions-nous - de se trouver dans une situation où la fin de la réhabilitation physique coïncidera avec l'impossibilité de mettre en place les crédits de campagne sans lesquels aucune intensification n'est envisageable » (p.17) et nous suggérions toute une série de mesures de redressement.

Force nous a été de constater cependant que nos recommandations sur ce point (p.18) n'ont été que très partiellement suivies (aucune localisation ni des débiteurs de la campagne 1983 /84, ni des emprunteurs 1984/ 85, aucune réunion publique sur les mailles, aucune action juridique d'envergure de la BTM – si on excepte l'envoi d'un huissier auprès des débiteurs les plus importants du PC 15 ..).

Le résultat est que la situation s'est considérablement dégradée (si l'on excepte le PC Sahamaloto) avec un pourcentage d'impayés qui reste très élevé et qui porte désormais sur des sommes à recouvrer nettement plus importantes (152 millions en 1985 contre 73 millions en 1984 soit un doublement en un an). Ainsi au 19 septembre 1985, le montant cumulé des impayés pour l'ensemble de la SOMALAC s'élevait à 350 millions. Il est évident que le maintien d'une telle situation ne pourrait qu'entraîner à terme un nouveau pourrissement généralisé et une nouvelle faillite. Dans ce domaine également, la BTM et la SOMALAC doivent donc faire preuve de détermination et tout mettre en œuvre pour redresser la barre pendant que cela est encore possible.

Un espoir se dessine cependant avec la nouvelle expérience de crédit solidaire. Bien sûr il est beaucoup trop tôt pour crier victoire mais plusieurs indices concordants laissent penser que si les cinq principes que nous avons rappelés lors de notre dernière mission (et sur lesquels nous reviendrions à propos du nouveau stage de Maratoalana) sont effectivement respectés, un crédit solidaire reste encore possible et qu'il est même sans doute le seul à pouvoir fonctionner de façon durable.

Il y a eu des incitations au remboursement à 100% :

Les primes d'incitation versées par la BTM pour la récupération du crédit. Ces primes ont été fixées (après accord entre la BTM et la SOMALAC) à :

- 2,5 % du montant total de l'exigible de l'année à condition que le remboursement soit effectué à 100 %,
- 5 % du montant des arriérés quelles que soient les sommes récupérées.

Compte tenu des volumes de crédit accordés aux associations, il s'agit là, on le verra dans un instant, d'une source de revenus non négligeable.

La Dina et son non respect

Nous avons voulu savoir pourquoi les dispositions prévues dans les dina concernant les mauvais payeurs -et notamment celle qui prévoyait que l'association procéderait à l'exclusion temporaire des débiteurs, ses terres étant mises en location sur la base de 50.000F/ha et cet argent utilisé pour rembourser le prêt- n'avaient pas été mises à exécution.

Il est alors apparu très clairement qu'une telle disposition se révèle à l'usage comme socialement inapplicable, soit parce que les autres membres de l'association (parents ou voisins) se refusent à passer à l'acte, soit parce que la résistance opposée par les membres menacés d'expulsion risquerait dans certains cas de conduire à de véritables bagarres.

Plusieurs responsables d'associations nous ont donc interrogé pour savoir dans quelle mesure il serait possible de faire officialiser leur dina par des instances supérieures (Ainsi que cela se passe pour les collectivités territoriales décentralisées), et ceci afin de pouvoir par la suite faire intervenir la force publique. Mais nous sommes, quant à nous, tout – à – fait hostiles à une telle procédure, l'expérience montrant que toute intervention de la force publique dans des affaires de crédit entraîne à terme des problèmes bien plus graves que ceux qu'elle contribue à résoudre.

Avril 1986

Cette 3ème mission (avril 1986) coïncidait également avec la décision prise par le Gouvernement de « libéraliser » la commercialisation du paddy : plus de monopole d'achat mais l'obligation d'affronter la concurrence des commerçants privés, et pour assurer son avenir financier la nécessité de « rentrer » 45.000 t pour faire tourner ces usines. A cette situation nouvelle il fallait donc répondre par une stratégie nouvelle. Plus possible d'imaginer la mise en place « graduelle » d'associations de collecte. Mais occuper le terrain le plus large possible et établir, dès cette première campagne, un solide contrat de confiance entre ces associations paysannes et la SOMALAC.

On l'a déjà dit, la décision prise par le Gouvernement de libéraliser totalement la commercialisation du paddy et du riz place aujourd'hui la SOMALAC dans une situation radicalement nouvelle et, à nos yeux, de loin préférable à celle qui était la sienne lorsqu'elle bénéficiait des « avantages » mais aussi (et sans doute surtout aux yeux des paysans !) des inconvénients du monopole. Fini désormais le rôle de « gendarme » ! La SOMALAC va enfin pouvoir développer avec les paysans des relations véritablement contractuelles basées exclusivement sur des rapports de confiance réciproque.

Les 2 autres fonctions essentielles pour les OP : stockage et stratégies anti-usure

Une des « sous- fonctions » importante à assurer dans ce domaine devrait être la gestion d'un stock semencier, garantissant à la fois le maintien d'une bonne pureté variétale, et pour les paysans les plus démunis un accès à un crédit semences non usuraire...tout en étant suffisamment « capitalisateur » pour constituer une ressource appréciable. Quant à la septième fonction, à moyen et long termes, elle est la plus

stratégique. Il ne s'agit de rien de moins, en effet, que de la mise en place de ce que nous avons appelé dans notre premier rapport de «stratégies de désendettement» ou «stratégies anti-usure »

Le crédit solidaire

Sur quelle base il paraît préférable d'organiser de telles associations : un groupe d'attributaires présents sur la même maille ou un groupe d'attributaires habitant la même unité résidentielle ?

Notre expérience personnelle nous amène à pencher pour la seconde solution pour la raison essentielle (et la preuve en a été maintes fois administrée) que la pression sociale (sur laquelle repose tout le système) s'exerce plus aisément au sein d'un groupe résidentiel reposant sur la parenté ou la proximité (ainsi, en cas de menace de suppression du crédit il est plus facile de « faire entendre raison » à un débiteur récalcitrant si les autres membres peuvent exercer sur lui une pression quotidienne).

Toutes les études sociologiques menées sur les périmètres SOMALAC ont mis en évidence l'importance de l'usure et les mécanismes par lesquels celle-ci conduisait à « l'expropriation de fait » des attributaires ayant mis le doigt dans cet engrenage. Hélas, rien ne nous autorise à penser que de tels mécanismes aient aujourd'hui disparu et l'un des objectifs de notre prochaine mission devrait être précisément de tenter d'appréhender comment ce phénomène a évolué depuis une quinzaine d'années (les dernières études de l'ORSTOM date des années 1970-1975). S'il s'avérait, ce qui est hélas l'hypothèse la plus probable, qu'il persiste (voire même qu'il s'aggrave), alors il serait évident que les « associations d'épargne et de crédit » devraient avoir un rôle majeur à jouer dans ce que nous avons appelé les stratégies anti-usure et les stratégies de désendettement.

Il y avait 5 avantages forts pour inciter les paysans à vendre leurs productions de riz à la SOMALAC :

- 1) Garantie d'un droit d'achat de 100kg riz usiné/ tonne de paddy vendue avec prix « sortie d'usine » et droit de retirer par fraction pour tenir jusqu'à période de soudure
- 2) Lien dans la SOMALAC entre EIC, EIE et EIP
- 3) Si elle n'achète plus le paddy, elle ne peut plus faire de crédit
- 4) Vendre à la SOMALAC s'est s'assurer 2FMG le kg
- 5) Remise de 10% sur les moyens de production/ tonne de paddy vendue

Septembre 1986

Il y aurait 2 types d'associations pour les 2 fonctions relatives au crédit :

- associations de crédit solidaire,
- associations d'épargne et de crédit « social »

Crédit agricole : crédit individuel et associations de crédit solidaire

S'il est un problème qui nous avait paru inquiétant lors de notre première mission, c'est bien celui du crédit agricole. Notre crainte, en effet, était qu'en poursuivant une politique de crédits individuels et devant la montée inévitable des impayés, la BTM ne soit amenée à faire jouer ce que nous avons appelé une « solidarité a posteriori » en privant la totalité des périmètres SOMALAC de tout accès au crédit « au risque de se trouver dans une situation où la fin de la réhabilitation physique coïncidera avec l'impossibilité de mettre en place les crédits de campagne sans lesquels aucune intensification n'est envisageable.

Or aujourd'hui untel risque paraît écarté et ceci pour deux raisons : i) Tout d'abord parce que notre « cri d'alarme » concernant le processus de dérapage en cours en matière de crédits individuels semble avoir été entendu et qu'un très sérieux effort a été entrepris pour assainir la situation dans ce domaine. Et ensuite ii) parce que les associations de crédit solidaire alors naissantes se sont considérablement renforcées au cours des deux dernières campagnes et que, sans tomber dans un triomphalisme qui serait tout à fait prématuré, on peut à bon droit penser qu'elles offrent aujourd'hui une alternative crédible en matière de crédit agricole.

Un crédit individuel en voie d'assainissement :

Rappelons rapidement la méthodologie que nous avons proposé pour redresser la situation en matière de crédit individuel : Il s'agissait essentiellement de localiser les débiteurs des exercices précédents et les emprunteurs de l'exercice en cours maille hydraulique par maille hydraulique, puis de réunir tous les attributaires des mailles concernées afin de communiquer publiquement les noms des différents débiteurs et emprunteurs en expliquant qu'il y aurait suppression du crédit à tous les attributaires de la maille en cas de non-remboursement d'un seul des emprunteurs. On espérait ainsi créer une pression sociale assez forte sur les débiteurs pour les amener à rembourser, tout en demandant parallèlement à la BTM de déclencher les actions judiciaires prévues en cas d'impayés. Or, là où cette stratégie a été mise en œuvre (PC Anony et Sahamaloto notamment), elle a conduit à d'excellents résultats, alors que sur les deux périmètres (PC15 - PC23), où elle n'a pas été mise en œuvre, les impayés individuels restent encore élevés.

Crédit individuel PC Anony :

→ en sept 85 : on avait 10 millions d'impayés (à la fois crédits individuels et crédits aux associations) représentant 23% de l'exigible et donc le seuil à partir duquel se déclenche le fameux processus de « solidarisation à rebours ». Or au cours de l'année passée (85), un énorme effort de redressement a été entrepris (à la fois pour la récupération des impayés individuels et pour le suivi des associations de crédit solidaire), ce qui fait qu'on se trouve aujourd'hui devant une situation très largement assainie.

Zone d'AMBODIMANGA

Arriérés 1985	Remboursés	Reste à rembourser
3.606.065 F	3.282.695 F	323.370 F

NB : Les 323.370 F restent dûs par 5 débiteurs et 218.910 F concernent les prêts pour acquisition de lots.

Zone de TANAMBE

Arriérés 1985	Remboursés	Reste à rembourser
2.504.187 F	2.224.120 F	280.067 F

NB : Les 280.067 F constituent des reliquats dûs par 7 débiteurs qui ont tous déjà remboursé une partie de leur dette et qui se sont « engagés » à rembourser le solde.

Zone d'AMBOHITRIA

Arriérés 1985	Remboursés	Reste à rembourser
1.662.826 F	634.660 F	1.028.566 F

C'est dans cette zone que la situation est la moins favorable. Au départ on était en présence de 5 débiteurs. Deux ont remboursé intégralement, deux partiellement (130.000 F, sur 359.000 F et 175 725 F sur 238.900 F). Mais le dernier qui doit à lui seul 686.000 F -soit plus de la moitié des impayés restants- se refuse obstinément à entendre raison.

Remarque Zone Ambohitria : Un exploitant solvable (12ha rizière et tracteur) se refuse de payer (ce qui correspond à lui seul à la moitié des impayés). C'est à la BTM qu'il appartient donc, devant l'impossibilité d'une solution à l'amiable, d'engager la **procédure légale** (sommation d'huissier et saisie).

Si on fait le total :

Arriérés 1985	Remboursés	Reste à rembourser	% d'impayés
7 773 078	6 141 475	1 632 003	21%

Note : La situation de semble pas si assainie que ça !

Crédit individuel PC Sahamaloto :

→ A l'échéance du 31 août 85, la situation des crédits individuels sur le PC Sahamaloto (de loin les plus nombreux puisqu'ils représentent 80% des 27 millions à recouvrer) se présentait de façon relativement favorable avec un taux de remboursement de 95%. Mais lors de la mission précédente, il avait été signalé que ces résultats positifs ne doivent cependant pas faire oublier les 1.500.000 Fmg d'impayés qui subsistent et qui risquent d'être, comme le dit le proverbe malgache, « la tomate pourrie qui va gâter toute la soubique ». D'où les responsables du périmètre ont appliqué avec la rigueur la plus extrême la mesure de suppression de tout crédit individuel à toute maille où subsisterait un seul impayé. Pour la campagne

85-86, le crédit a été supprimé à 3 mailles. D'où à la date du 31 août 86, les arriérés ont été remboursés pour tous les débiteurs, un seul n'a pas fini.

On peut donc conclure que la situation du crédit individuel est tout à fait «maîtrisée» sur le PC Sahamaloto.

Crédit individuel PC15 :

Lors de notre mission de septembre 1985, nous avons vigoureusement attiré l'attention des responsables du PC 15 sur la situation tout à fait préoccupante des impayés en matière de crédit agricole. Malheureusement contrairement à ce qui s'est passé à Anony et Sahamaloto, aucune action systématique n'a été entreprise pour faire rentrer ces arriérés. Le résultat c'est que sur 5.093.727 Fmg à recouvrer, 2.510.840 Fmg seulement sont rentrés laissant encore un solde de 3.368.790 Fmg (66% d'impayés !). Une action ne devrait pourtant pas être difficile à engager puisque sur ce montant total 3.056.250 Fmg sont localisés dans 4 Fokontany (Ambohiboatavo, Ambohitanibe, Ampitatsimo et Anosindrafo) et concernent en tout 31 débiteurs...

Crédit individuel PC 23 :

La situation du PC 23 en matière de crédits individuels est tout à fait spécifique, puisque, de façon délibérée, le Directeur de périmètre a choisi depuis deux ans de ne plus consentir aucun crédit individuel en concentrant tous ses efforts sur les associations de crédit solidaire. Il n'empêche que continuent à «traîner» sur ce périmètre de «vieux » impayés⁽¹⁾ (d'autant plus difficiles à faire rentrer qu'ils sont plus anciens) qui risquent, au moment où l'on voudra passer à l'extension des associations de crédit solidaire de poser d'épineux problèmes.

Les associations de crédit solidaire (ACS):

→ la seule voie possible pour mettre en place sur les périmètres de la SOMALAC un crédit de « masse » permettant de toucher le plus grand nombre possible d'attributaires est celle qui passe par des associations de crédit véritablement solidaire c'est-à-dire respectant les cinq principes de base que l'analyse de multiples expériences a fait apparaître comme essentiels : principes de cooptation, d'homogénéité, d'approbation publique, d'autonomie comptable, de combinaison de garanties personnelles et de garanties réelles.

Crédit solidaire du PC Anony :

30 ACS (Ambodimanga, Tanambe, Ambohitria, Ambohijanahary)

Pour la campagne 85-86 : à l'échéance du 31 août, 27 associations sur 30 avaient remboursé à 100% et les impayés restant dans les 3 autres étaient si peu élevés que les conseillers d'association avaient bon espoir de parvenir à un remboursement intégral à 100%.

⁽¹⁾ : Au 31 Août 1985 ils s'élevaient à près de 11 millions.

Crédit solidaire du PC Sahamaloto :

6 ACS : 8.493.612 F d'exigible remboursés à 100%

Crédit solidaire du PC23 :

32 ACS (Ivakaka, Imamba, Amparamanina, Manakary-Vohibola)

30 ASC sur 32 avaient remboursé à l'échéance (et même pour plusieurs d'entre elles un mois avant l'échéance) et les conseillers concernés par les 2 associations encore en impayés (mais pour de faibles sommes) avaient bon espoir de réaliser également «100%».

Crédit solidaire du PC15 :

8 ASC : 13 676 296 F d'exigible remboursés à 100%

Tableau récapitulatif :

	ACS	Exigible
Anony	30	34.324.121 Fmg
Sahamaloto	6	8.493.612 Fmg
PC 23	32	70.472.255 Fmg
PC 15	8	13.676.296 Fmg
Total	76	126.966.284 Fmg

Sur tous les périmètres où il existait des associations n'ayant pas remboursé à 100 % en 1985, ces dernières ont été systématiquement écartées du crédit en 1986.
Rmq.: Attention le principe d'autonomie comptable des associations est essentiel.

Reste le problème du statut des ces associations dan si'vaneri avec l'augmentation des associations et du volume de prêt il est possible que la BTM souhaite que ces associations de crédit solidaire soient dotées dans les meilleurs délais d'un statut juridique bien défini. S'il y a intensification de la production, il va y avoir plus de demande en intrant et la BTM risque de ne pas suivre. Aussi suggérons-nous de façon particulièrement insistante que la SOMALAC mette en place un système de crédit en nature par remboursement des intrants prêtés en paddy à la récolte.

Les associations d'épargne et de crédit :

Toutes les études sociologiques (60-73) menées sur les périmètres SOMALAC (Anony et Sahamaloto) ont mis en évidence l'importance de l'**usure** et du **métayage** et les mécanismes par lesquels celle-ci conduit à l'**expropriation** de fait des attributaires ayant mis le doigt dans cet engrenage.

Les 3 formes de métayage :

OTTINO distingue trois formes de métayage :

Miahatelo (métayage au tiers) : le propriétaire apporte la terre et le métayer tous les autres facteurs de production. Dans ce premier cas le propriétaire reçoit 1/3 de la récolte et le métayer les 2/3.

Misasabokatra (métayage à la moitié) : le propriétaire apporte la terre et les semences et se charge du semis et le métayer effectue toutes les autres opérations culturales (labour, sarclage, récolte). Comme la dénomination l'indique, dans ce cas la récolte est partagée en deux.

Mpiasa (métayage aux 2/3) : le propriétaire fournit tous les facteurs de production et le métayer seulement son travail (mpiasa). Dans ce cas, 2/3 de la récolte vont au propriétaire et 1/3 seulement au métayer.

Les types de prêts usuraires :

A) L'usure à Anony, 1960

Ottino distingue deux types de prêts : les prêts à court et les prêts à moyen terme

Les prêts à court terme

Les prêts de soudure : de nov à mars attente de la récolte et emprunt de paddy pour la consommation. Le plus souvent le paysan doit rendre le triple de ce qu'il emprunte au commerçant.

Rmq : contrat de type anto-bokatra : si le commerçant (en même temps collecteur) et le paysan ont établi un contrat de vente de la récolte entre eux.

Les prêts de semences : Contrat telo midina où le paysan rend au triple.

Les prêts de faisance-valoir : ces prêts ou avances désignés par le terme enti-miasa sont consentis en espèces et remboursés soit en espèces soit en paddy au moment de la récolte. Tous les prêts remboursables en argent sont consentis au taux de 100%.

Les prêts à moyen terme

Ce sont les prêts contractés lors d'événements qui tiennent une grande place dans la vie traditionnelle (obligations sociales contraignantes) : circoncision (fora zazalahy), mariage (fanambadiana), funérailles (fandevenana), construction de tombeaux... Dans tous ces contrats sont stipulés les garanties à saisir, dans l'ordre : bœufs, matériel agricole (charrue, herse, charrette), rizières, maison.

B) L'usure au PC 15 en 1989 : (d'après rapport dernière mission n°7)

Les occasions d'endettement interviennent bien entendu majoritairement (mais non exclusivement) pendant la période de « soudure » (maitso ny ahitra : vertes herbes).

A cette époque où il n'a plus depuis longtemps ni argent, ni riz, le paysan pauvre doit nécessairement emprunter dans le triple domaine suivant :

- pour se nourrir et nourrir sa famille,
- pour le travail sur sa rizière (labour en traction animale ou au tracteur et main d'œuvre pour le repiquage notamment)
- pour leurs différentes obligations sociales.

Or, tous ces prêts sont « anto-bokatra » (garantie: « antoka » sur la récolte : « vokatra ») c'est-à-dire remboursables en nature à des coûts correspondant au minimum à 3 fois le coût réel.

1) Les « misambo-bary » ou « misambo-bola » (les prêts de riz ou les prêts d'argent).

Il s'agit de prêts destinés à assurer au sens strict la « survie » de la famille entre le moment où les réserves de la récolte précédente sont épuisées et en attendant la nouvelle récolte. Pour les paysans les plus pauvres il s'agit donc d'un « point de passage » obligé....quelqu'en soit le prix.

Il faut encore s'ajouter le vary maitso (riz vert) qui est une sorte d'achat de la récolte sur pied. L'argent est avancé à l'emprunteur sur la base de prix d'un vata trois à quatre fois inférieur à celui qu'il vaudra à la récolte. Au moment du battage le prêteur se présente donc pour récupérer son riz. Ainsi s'il a prêté 10.000 F en argent sur la base d'un vata à 500F il se fera livrer 20 vata qu'il aurait payer autrement de 25 à 30.000 F.

2) Les prêts destinés à assurer les travaux sur les rizières (*vola enti-miasa* : l'argent apporté pour le travail)

Pour les paysans qui ne disposent d'aucun équipement (zébus, charrue, herse) et qui ne possèdent pas de liquidités nécessaires pour payer les équipes de repiqueuses⁽¹⁾ il faut de nouveau emprunter.

Ainsi si le repiquage coûte 25 000 FMG/ha le prêteur considérera que cela correspond à 50 vata à un prix qu'il fixera unilatéralement à 500 FMG. A la récolte l'emprunteur devra donc rembourser 50 vata mais à une période où le vata se vend 2000 FMG. Il aura ainsi remboursé 100.000 FMG 4 mois après.

3) Les prêts pour festivités (*raharaha*).

A Madagascar celles-ci sont principalement des funérailles (*fandevenana*), les exhumations (*famadihana*), les vœux exaucés (*tsaka-fara*) auxquels on pourrait ajouter les prêts en cas de maladie. Nombreux sont les paysans pauvres qui se trouvent rapidement pris dans un véritable engrenage et qui n'ont plus d'autres solutions, dans l'incapacité où ils sont de rembourser, que de proposer à celui qui leur a prêté l'argent (*mpampindrana*) de continuer à cultiver leur lot en lui reversant la moitié de la récolte. On se trouve alors devant cette situation paradoxale où c'est le

⁽¹⁾ : en général le repiquage est assuré au Lac Alaotra par des équipes de femmes qui sont payées partie en nature, nourriture, partie en argent, cash.

« propriétaire juridique » du lot, qui devient métayer sur sa propre terre, l'étape suivante étant bien souvent une vente pure et simple du lot, camouflée en « acte de donation » (et avalisée comme tel par les autorités administratives) puisque juridiquement le propriétaire ne peut pas vendre.

Ceci est en réalité toujours d'actualité (en 85). En effet un « nouveau processus de stratification sociale » a recommencé à se développer aussitôt après la réforme agraire et « la SOMALAC n'a pu empêcher la reconstitution d'une classe de métayers ».

Phénomène d'inversion : Autrefois, le propriétaire (terrien) faisait travailler ses terres par des métayers. Aujourd'hui le propriétaire de tracteur (ancien grand propriétaire reconverti) travaille des terres qui ne lui appartiennent pas. Tout se passe comme si le nouveau propriétaire (juridique) se retrouvait en situation de métayer.

Comment devient-on métayer sur ses propres terres :

Métayage familial : Celui-ci intervient lorsqu'un père (toujours en vie) procède à une cession d'une partie de son lot à un ou plusieurs de ses enfants (pratique absolument interdite par le cahier des charges). Et à de très rares exceptions près les conditions du métayage familial sont strictement semblables à celles du métayage ordinaire»

Métayage par absentéisme : Il s'agit des cas où le propriétaire « juridique » absent (parce qu'il exerce une autre profession ou parce qu'il habite un lieu éloigné) laisse son lot en métayage à un ou plusieurs métayers.

Métayage par manque d'équipement : C'est quantitativement le plus répandu. Il survient chaque fois qu'un propriétaire « juridique » n'ayant pas les moyens de production nécessaires (matériel, semences, argent) fait appel aux « services » d'un prêteur (attributaire mieux loti ou même non agriculteur) auquel il laisse en échange une partie de sa récolte proportionnelle au « services » rendus.

→ Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, la réforme agraire n'a pas été suffisante pour extirper ce formes de domination et de dépendance qui, quelques années seulement après le remembrement, étaient en voie de reconstitution à une échelle encore limitée certes mais suivant des mécanismes dont on avait tout lieu de penser qu'ils seraient cumulatifs.

Les conclusions de cette 4^{ème} mission :

Sur les associations de crédit solidaire

Un crédit « solidaire » est-il encore possible sur les périmètres SOMALAC nous demandions-nous dans notre premier rapport ? Les résultats enregistrés au cours de cette deuxième année de fonctionnement des ASC semblent apporter une réponse positive non seulement si l'on prend en compte les taux de remboursement mais plus encore parce que l'évaluation présentée par les conseillers nous a donné le sentiment qu'eux-mêmes et les membres des Associations avaient compris en profondeur les conditions à réunir pour qu'on puisse parler réellement de crédit

solidaire. Il faut cependant continuer à demeurer très vigilant par rapport aux associations existantes en continuant notamment à procéder, comme les conseillers l'on fait cette année avec beaucoup de maîtrise, à l'analyse des modalités concrètes de fonctionnement de la caution solidaire (que celle-ci joue ou qu'elle ne joue pas), et très prudent en matière d'extension en donnant la priorité aux groupes qui remplissent le double critère d'appartenance à la même maille hydraulique et à la même unité résidentielle.

Du moins a-t-on aujourd'hui des chances raisonnables de penser (contrairement à ce que l'on pouvait craindre il y a deux ans) que crédit agricole et réhabilitation se trouveront ensemble au rendez-vous créant ainsi les meilleures conditions pour l'intensification.

Sur les associations d'épargne et de crédit

Encore inexistantes aujourd'hui mais dont nous avons expliqué dans notre rapport précédent qu'elles auraient selon toute probabilité un rôle stratégique à jouer

Fin 1988

On est frappé de constater aujourd'hui la faiblesse de la consommation des intrants les plus directement liés à l'intensification : semences sélectionnées, herbicides, engrais, et notamment urée, produits phytosanitaires. L'une des raisons de cet état de fait tient certainement à la complexité de la procédure d'obtention des crédits BTM. Un paysan ne peut savoir à l'avance de combien de litres d'herbicides il aura besoin (ni même si il en aura besoin : cela dépendre de l'enherbement) ni les quantités d'urée montaison (cela dépendre de l'homogénéité de la levée) ni les attaques de parasites. Il faut donc qu'il puisse trouver à crédit au moment où il en a besoin les produits dont il a besoin.

Et c'est là une fonction que les associations des usagers pourraient assurer en s'appuyant dans un premier temps à titre expérimental sur les mailles ayants payé à 100% et qui seraient ainsi récompensées par une politique de crédit adaptée et par une action spécifique d'intensification⁽¹⁾. Cela signifie concrètement que chaque association d'usagers (ou éventuellement des groupes de mailles contigus) devrait disposer d'un magasin où l'ensemble des intrants serait à tout moment disponibles à crédit, le remboursement s'effectuant, comme on l'a dit, en nature à la récolte. Si cette suggestion était retenue ou aboutirait donc à un double système de crédit : celui actuellement mis en place par la BTM (pour le matériel et les prêts de faisance-valoir) et un système plus souple et mieux adapté pour la distribution des intrants courants.

Année 1989

Dès notre premier rapport (Avril 85), nous avons attiré l'attention sur la nécessité de la mise en place d'un système de crédit agricole efficace et sur

⁽¹⁾ : Bien entendu **la caution solidaire devrait jouer au sein de chaque maille**, ce qui veut dire que tout impayé entraînerait immédiatement la suppression des crédits à l'ensemble des usagers de maille.

l'importance que l'eau et le crédit soient ensemble au rendez-vous sur le plus grand nombre de parcelles en fin de projet. Restait alors à définir quel type de crédit : crédit individuel ou crédit solidaire ? A nos yeux, seule la seconde formule nous paraissait fiable.

Où en est-on 4 ans après ?

Au cours de la campagne 1987-88, 96 Associations de crédit solidaire étaient en fonctionnement.

	EXIGIBLE	RECOUVRE	% RECOUVREMENT
ANONY	66 003 437	61 924 340	94%
SAHAMALOTO	75 020 834	69 983 192	93%
IMAMBA – IVAKAKA	34 230 260	32 763 755	96%
PC 23	72 994 944	61 496 226	84%
PC 15	25 092 685	23 214 960	92%
	273 342 200	249 382 473	91%

Alors que le taux de recouvrement sur les crédits individuels (pourtant réduits à 28164209 Fmg) était de 20%. Il faut de plus faire remarquer que les taux de recouvrement indiqués pour les Associations de Crédit Solidaires représentent les pourcentages atteints avant que ne soient mises en œuvre les dispositions internes prévues à l'endroit des débiteurs par les règlements intérieurs (les dina) de chaque association. Mais ce qui est plus important encore que les chiffres, c'est le constat que l'ensemble des conseillers d'association et des bureaux des associations maîtrisent parfaitement aujourd'hui les principes de crédit solidaire à la fois dans leur théorie et dans leur pratique (mise en œuvre effective de moyens de pression prévus dans les dina notamment).

Il paraît donc possible, sans courir de trop grands risques, de procéder à une extension prudente de la formule, et ceci à un moment où, avec la mise en œuvre de la nouvelle méthodologie proposée pour la vulgarisation, on peut s'attendre à une augmentation très importante des demandes de crédit portant sur les intrants.

Pour une politique prudente mais volontaire d'extension du crédit solidaire

4 possibilités d'étendre l'approvisionnement à crédit de façon progressive au nombre le plus élevé possible d'attributaires « réhabilités » ont été identifiées :

- 1) La cooptation de nouveaux membres par les Associations de crédit existantes
- 2) Des compléments de crédits de campagne accordés par l'Établissement Intensification de la Production aux Associations ayant déjà obtenu un crédit BTM

Il est indispensable de mettre en place un crédit souple, débloqué en nature, au moment où les paysans en ont réellement besoin. Et c'est un service que l'EIP devrait, de plus en plus, être en mesure de rendre (d'abord en puisant sur ses stocks, ensuite en sollicitant, ainsi qu'on le verra dans un instant, un prêt de campagne global auprès de la BTM).

3) La création de nouvelles Associations de Crédit Solidaire « de plein exercice », là où les conditions sociologiques sont les plus favorables

4) La création d'un nouveau type d'associations de Crédit Solidaire garantissant exclusivement des prêts d'intrants débloqués en nature au cours d'une même campagne

Il s'agit de mettre à crédit à la disposition des paysans les intrants qu'il leur faut au moment où il le faut. La cession pourrait se faire sous forme de ventes à paiement différé garanti par l'ensemble des bénéficiaires (ce qui signifie que toute défection serait sanctionnée par la suppression pure et simple du crédit pour les campagnes suivantes). Par la suite, l'EIP devrait être amené à solliciter auprès de la BTM (ou de toute autre banque de la place !) un prêt de campagne global lui permettant de constituer les stocks nécessaires et de les céder au moment opportun aux nouvelles Associations d'approvisionnement en intrants en crédits.

Septembre 1990

Associations de Crédit Solidaire (ACS) et qui se sont transformées en Associations d'Intensification et de Crédit (AIC)

Les associations de crédit solidaire :

...notre plaidoyer pour l'expérimentation – prudente- d'un crédit solidaire et l'abandon pur et simple d'un crédit individuel à nos yeux condamné à l'échec.

Leur évolution :

Année	Nb. ACS	Nb. membre	Nb. d'hectares	Exigible BTM (FMG)	% remboursement
85 – 86	85	1 535	6 249	124 913 714	100 %
86 - 87	98	1 634	6 514	208 047 219	89% *
87 - 88	109	1 744	7 130	185 300 000	99 %
88 - 89	112	1 781	7 416	285 600 000	100 %

* Les 11% d'impayés concernent les associations d'Amparamanina sinistrées par la grêle. Depuis, un système d'assurance portant non sur la récolte (beaucoup trop cher) mais sur l'échéance BTM a été proposé à toutes les associations.

Résultats satisfaisants, donc à condition de prévoir une sérieuse préparation au départ puis un suivi régulier des associations constituées de membres « cooptés » et respectant les principes énoncés plus haut, peuvent constituer un canal particulièrement efficace pour acheminer le crédit jusqu'aux producteurs.

Des associations de crédit solidaire aux associations d'intensification et de crédit

Au cours de la campagne 87/88 des réunions « d'auto-évaluation – auto-programmation » (puisqu'elles sont ainsi dénommées aujourd'hui par les cadres) ont eu lieu dans la moitié des associations de crédit solidaire. Le choix de privilégier ce type d'association s'explique aisément dans la mesure où l'impossibilité d'avoir accès au crédit a été la raison la plus fréquemment évoquée par les paysans pour expliquer la faiblesse de leurs rendements.

En 1988/89 la démarche a été étendue à 104 associations (sur les 112) et elle a été faite à une période permettant de modifier en conséquence les demandes de crédit à la BTM⁽¹⁾.

Rmq : Il ne faut cependant pas perdre de vue que le nombre d'attributaires touchés (et les superficies « intensifiées ») représente juste 20% des exploitants qui normalement pourrait prétendre à ses services. Il reste donc beaucoup à faire.

Leur sociologie : Quels sont les critères qui amènent une association à admettre en son sein des exploitants qui ne sont pas en faire-valoir direct ?

Pour combien de leurs membres les Associations ont permis de recouvrer la pleine possession de leurs moyens de production ?

En d'autres termes, y a-t-il possibilité d'élaborer une stratégie de reconquête des moyens de production ?

Déroulement des assemblées d'approbation : Comment se passent les assemblées d'approbation ? Y a-t-il à certaines occasions refus ? ou diminution de la somme ? ou report à l'année suivante ? Cela a-t-il entraîné des conflits ? des départs ?

Utilisation exacte des prêts de faisance-valoir : les prêts de faisance-valoir représentent de très loin (70%) les prêts les plus importants. Et chacun sait que tout cet argent ne va pas à la faisance-valoir, mais sert à d'autres utilisations.

Pour les paysans cela ne constitue en rien un « détournement d'objet ». « Du moment qu'on fait le travail », nous a-t-on répondu lors de notre réunion avec 4 Associations d'Amparamanina.

Il ne s'agit donc absolument pas de condamner mais de comprendre à quoi sont utilisées ces sommes en partant du principe que si cet argent n'avait pas été obtenu à travers la BTM il l'aurait été ailleurs...et sans doute à des taux usuraires.

A travers des discussions sur ce point on espère donc commencer à cerner le problème des crédits sociaux pour lesquels les paysans n'ont aujourd'hui aucune solution alternative.

Fonctionnement du crédit solidaire : La garantie la plus employée semble être celle qui consiste à exiger d'un membre en impayés la cession d'une partie de son lot (à raison de 1 ha pour 100 000 FMG).

Mais en septembre 1985 lors du stage de formation de Maratoalana, plusieurs associations avaient considéré une telle mesure comme socialement inapplicable.

Alors y a-t-il eu évolution ? Et existe-t-il d'autres formes de garanties ?

⁽¹⁾ : Ajoutons que 20 millions de vente d'urée -montaison avec paiement à la récolte ont également été consentis par l'EIP et également remboursés à 100%..

Statut foncier réel et degré d'équipement :

Procéder à une enquête exhaustive concernant la situation foncière et les degrés d'équipement. Ceci est indispensable en effet pour définir une politique différenciée maille par maille en matière de crédit et d'intensification. Et savoir quels sont les autres attributaires (avec leur localisation) qui peuvent relever de la même stratégie et ceux pour lesquels il faut inventer des stratégies nouvelles.

Il s'agit également, par des entretiens approfondis (voire des récits de vie) avec ceux qui se sont laissés déposséder de leurs moyens de production (terre et équipement), d'expliquer comment les choses se sont passées et ainsi de caractériser de façon précise les mécanismes de différenciation sociale qui sont partout à l'œuvre. Parmi ceux-ci on peut penser que les prêts usuraires tiennent une place particulièrement importante.

Conclusion

Les documents de la SOMALAC éclairent une partie de l'histoire du crédit au Lac Alaotra de 1985 à 1990. Mais il est important de resituer celle-ci dans l'histoire globale du crédit au lac Alaotra.

C'est avec les premiers grands aménagements des périmètres irrigués dans les années 60, que l'offre en crédit s'est tournée vers le monde agricole et plus précisément vers les attributaires de la SOMALAC. Et à cette époque, les crédits s'adressent déjà à des groupes de paysans voisins géographiquement.

Dans les années 70, l'offre en crédit reprend en milieu rural après les années de troubles politico-économiques que subit Madagascar, mais cette fois-ci avec une approche de crédit individuel.

Suite aux difficultés de recouvrement de ces précédents crédits individuels et face aux coûts importants de saisie des garanties pour les institutions financières, les années 80 marquent un retour vers le crédit à caution solidaire.

La présente synthèse analyse de façon détaillée cette dernière période et permet d'attirer l'attention sur l'expérience du modèle de crédit à caution solidaire au lac Alaotra. En effet, ce retour au crédit solidaire s'est fait à l'époque avec certaines modifications des modalités de crédit : mise en place de garanties réelles autres que morales, réflexion sur l'applicabilité des *dinas*..., le système de crédit à caution solidaire ayant déjà montré certaines limites.

Malgré ces modifications, les problèmes de remboursement se sont accentués dans les années 90 avec la fermeture de la SOMALAC et la disparition totale d'encadrement technique pendant cette période. Il est donc important de constater qu'un système de crédit peut paraître sain au départ, et pourtant se dégrader progressivement si toutes les conditions nécessaires à son bon fonctionnement ne sont pas réunies. Or le système de crédit à caution solidaire semble bien plus dépendant de conditions particulières que le système de crédit bancaire traditionnel. Il s'agit donc de tirer profit des expériences passées, en prenant en considération les modifications de modalités déjà réalisées à l'époque et en les renforçant pour aller vers un système de crédit agricole viable où le remboursement est à 100%.

Annexe 1

Le crédit à caution solidaire dans le monde

Ce Chapitre a été rédigé par Maud Oustry, 2007.

Le financement des activités du monde rural n'est pas simple, et l'un des obstacles majeurs à l'octroi de crédit est le manque de garanties financières des populations pauvres. De ce fait, ces populations ne représentent pas de clients solvables pour les banques traditionnelles. C'est en recherchant un moyen de palier à ce manque de garanties physiques que le professeur d'économie Mohammed Yunus a été à l'origine du mouvement du microcrédit et de la caution solidaire.

L'histoire commence vers le milieu des années 1970, au Bangladesh lorsque Mohammed Yunus, convaincu que prêter de l'argent aux plus pauvres n'est pas aussi risqué que les banques le prétendent, décide de prêter lui-même de petits montants à des tresseurs de paniers puis à des femmes pour l'achat de machines à coudre. Fort de sa réussite, il imagine ensuite de renforcer ce système de microcrédit en créant des groupes de villageois collectivement responsables pour garantir de réels prêts bancaires où les garanties financières sont remplacées par des garanties morales. Il fonde alors la Grameen Bank¹ qui est officialisée en 1983.

Le système de caution solidaire existe en réalité depuis bien plus longtemps dans certaines communautés africaines. Il existe en effet des organisations informelles - comme les tontines - au sein de familles, de villages ou de groupes sociaux divers ; où sont mises en place des garanties alternatives pour les individus et les ménages pauvres qui n'ont pas de garanties physiques suffisantes à fournir aux prêteurs (Lapenu, Fournier et al, 2002). Ces tontines existent en Afrique depuis plusieurs décennies et certains historiens en datent même les premières traces au 16ème siècle. Elles fonctionnent parfaitement, mettant en œuvre le principe de « l'épargne préalable » (apport personnel).

Le principe de la caution solidaire repose sur l'existence d'une pression sociale entre les individus d'un groupe d'emprunteurs. Tous les individus du groupe sont responsables du bon remboursement du crédit perçu. En cas de défaillance de l'un des membres, les autres doivent le rappeler à ses obligations et le cas échéant, se substituer à lui pour assurer l'intégralité du remboursement. Si le crédit n'est pas totalement remboursé, c'est l'ensemble des individus du groupe qui est privé de crédit par la suite, qu'ils aient ou non remboursé à titre individuel. La caution solidaire s'appuie notamment sur les liens sociaux entre les individus (parenté, voisinage, classe d'âge, relations d'alliance, d'association, d'amitié) et repose sur les pratiques ancestrales des valeurs de solidarité, d'honneur et de respect des engagements (Lapenu, Fournier et al, 2002). Le principe de la caution solidaire peut en réalité se décliner sous différentes formes, dont les deux principales sont la caution solidaire de type Grameen Bank et la caution solidaire dans les organisations paysannes au sein des filières intégrées.

La caution solidaire de type Grameen Bank est celle définie plus haut. Le public ciblé est pauvre et sans garantie matérielle. Il s'agit là d'une relation bipartite entre la banque et le groupe. L'autre type de caution solidaire se retrouve quand à elle dans le cas des filières intégrées des cultures de rente (coton, cacao, arachide,

¹ Grameen signifie village

etc.) présentes essentiellement en Afrique de l'Ouest et du Centre francophone. Elle se met en place entre les producteurs d'un même village regroupés au sein d'associations ou groupements villageois. C'est une relation tripartite établie entre l'institution financière, le groupement et l'organisme collecteur de la production. Lors de l'octroi du prêt, les producteurs acceptent le principe d'une domiciliation future de leurs recettes par l'organisme collecteur auprès de l'organisme financeur. Ce dernier récupère l'ensemble des remboursements sur les recettes globales de la production villageoise et reverse la différence au groupement. Les remboursements sont donc effectués collectivement, à la source, indépendamment du niveau de production et donc de recette de chaque individu (Lapenu fiche n°8)

Le modèle de la Grameen Bank et ce principe de caution solidaire ont joué un rôle majeur dans l'évolution du développement et ont permis au thème des microfinances de connaître un essor important. Cependant, la large diffusion et la répétition des différents systèmes de microfinance depuis une vingtaine d'années ont fait émerger un certain nombre d'interrogations. Ces systèmes ont effectivement été exportés dans des contextes très différents que le contexte bangladais initial, avec plus ou moins d'adaptations et les résultats en sont controversés.

Aujourd'hui un regard est porté sur ces 20 ans d'expérience en microfinance, et alors que celle-ci était prônée au départ comme une solution miracle pour lutter contre la pauvreté, les différents échecs rencontrés amènent à s'interroger sur deux thématiques en particulier : celle de la viabilité des IMF, et celle du réel impact de la microfinance et son évaluation. On peut citer en exemple la crise de la microfinance en Andhra Pradesh, état indien où les paysans sont les plus endettés. De nombreux ménages ont été précipités dans le surendettement, prenant de nouveaux crédits pour en rembourser d'anciens. Et de nombreux cas de suicide ont été relevés en 2006. (BIM25-04-06). Suite à cela, des poursuites judiciaires ont été engagées envers les IMF considérées responsables et 50 agences ont été fermées.

Quand au principe de caution solidaire, ses avantages sont souvent soulignés alors qu'ils ne sont pas toujours égaux pour tous les acteurs. Les avantages sont en effet très claires pour les institutions financières : réduction du coût de gestion, sélection et suivi des emprunteurs mais parfois moins évidents pour les paysans. De plus, il existe un risque d'instrumentalisation de la caution solidaire par les institutions financières qui ne voient plus dans celle-ci qu'un moyen de réaliser des économies d'échelle et les fondamentaux de la caution solidaire ne sont plus vérifiés. Les comportements opportunistes sont difficilement évitables et l'on observe dans plusieurs cas une solidarité dans le non-remboursement à l'inverse d'une solidarité dans le paiement.

Par ailleurs, les institutions prennent l'habitude de gérer les crédits au niveau d'un groupe et n'ont plus un niveau fin d'information sur les individus eux-mêmes et notamment sur leur capacité de remboursement. Comme le précise Marc Roesh (BIM 11 04 06) prenant à nouveau un exemple en contexte indien, « *le recours systématique à la caution solidaire pour sélectionner les emprunteurs a également un effet pervers puisqu'elle incite les IMF à ne pas se sentir du tout concernées par la sélection des emprunteurs. Le choix est fait par le groupe et celui-ci ne fait pas de contrôle du niveau d'endettement* ».

La caution solidaire a également ses limites en terme de montant de crédit, ceux-ci devant être normalement homogènes au sein d'un groupe, le système n'est pas adapté aux évolutions des besoins en financement de chaque individu du groupe.

Bibliographie selective sur le crédit a Madagascar (Maud Oustry, 2007)

- Adéchoubou, M. and J. Woodfin (2003). Madagascar - Le secteur de la microfinance: Diagnostic et analyse des opportunités d'investissement, USM/FENU, PNUD.
- AFD (2005). "Analyser l'impact d'un projet de microfinance: l'exemple d'ADÉFI à Madagascar."
- BAD and CIMA (2003). "Madagascar, revue du secteur agricole." 56 p.
- Belloncle (1985). "La mise en place d'associations paysannes « partenaires » de la SOMALAC." Rapport de mission n°1 Avril 1985: 54 p.
- Belloncle (1986). "Evaluation des associations paysannes au sein de la SOMALAC." Rapport de mission n°4 septembre 1986: 69 p.
- BEST (2007). Rapport d'activités trimestriel BV Lac Juillet - Septembre 2007: 16 p.
- BNI. (2007). "Les chiffres clefs de la BNI Madagascar." Retrieved 21/11/2007, from www.bni.mg.
- BRL (2005). "Rapport de démarrage de la saison 2004-2005 ".
- CGAP (2005). Revue de l'efficacité de l'aide pour la microfinance (CLEAR) - Madagascar. Revue CLEAR Madagascar, Antananarivo CGAP.
- Charpentier, H. (2006). "Mission d'appui à Madagascar auprès du GSDM et du projet BV Lac Alaotra: du 27 Février au 13 Mars 2006 " SCEA La Boisfarderie: 14 p.
- CIRAD (2000). "Les activités du CIRAD en agroécologie: Semis direct sur couverture végétale permanente." CIRAD-CA Programme Ecosystèmes Cultivés: 24 p.
- Cordellier, S. and B. Didiot (2002). "L'État du monde en 2003: annuaire économique et géographique mondial " (22° éd, Paris, Éditions La Découverte): 200-206 p.
- Cordellier, S. and B. Didiot (2005). "L'État du monde en 2006: annuaire économique et géographique mondial " (26° éd, Paris, Éditions La Découverte): 191-197 p.
- Crédit.Agricole. (2007). "Madagascar : BNI Madagascar." Retrieved 21/11/2007, from www.credit-agricole.fr.
- Dabat, M.-H. (2007). "Note n°9 du Suivi-Evaluation : Mission à Ambatondrazaka du 16 au 20 octobre 2006 et exploitation ultérieure de documents détenus par la Cellule." Projet de Mise en Valeur et de Protection des Bassins Versants du Lac Alaotra: 21 p.
- Devèze, J. (2006). "Réflexions sur l'avenir des agricultures familiales du lac Alaotra à Madagascar." Document de travail provisoire: 38 p.
- Durand, C. and S. Nave (2007). "Les paysans de l'Alaotra, entre rizières et tanety. Étude des dynamiques agraires et des stratégies paysannes dans un contexte de pression foncière, Lac Alaotra, Madagascar." Rapport de stage de 1ère année IRC, CIRAD: 123 p.
- FERT. (2007). "Le réseau CECAM : un réseau financier mutualiste pour un développement rural durable." Retrieved 26/11/2007, from http://www.fert.fr/missions/fiches/madagascar_financier.htm.
- Fouillet, C. (2006). "La Microfinance serait-elle devenue folle ? Crise en Andhra Pradesh (Inde)." BIM: 25 avril 2006.
- Fraslin, J.-H. (2000). "Les CECAM de Madagascar : Une Institution Mutuelle de Crédit Agricole. A la recherche d'une réponse appropriée aux besoins spécifiques des agriculteurs." 18 p.
- FTHM (2006). "Etudes des procédures de financement des associations paysannes. BOA Madagascar." Rapport final: 44 p.
- Gannon, F. and F. Sandron (2003). Convention de solidarité et intérêt collectif dans une communauté rurale malgache. Colloque: Conventions et institutions: approfondissements théoriques et contributions au débat politique. La Défense.
- 100
- Heney, J. (2004). "Améliorer les capacités de gestion financières des ménages ruraux."

Nouveau regard sur le financement agricole **FAO n°6**: 87 p.

Heney, J. (2005). "Expliquer les notions de cash flow et d'épargne." Parler d'argent **FAO n°1**: 22 p.

Husson, O. and L. Séguy (2002). "Vers une agriculture durable: Le semis direct sur couverture permanente." Plaquette de présentation CIRAD.

Lapenu, C. (2001). "Le financement de l'agriculture dans un contexte de libéralisation : quelle contribution de la microfinance? Le cas de Madagascar " ATP – Cirad 41/97 – Cerise: 55p.

Lapenu, C. (2002). Le taux d'intérêt en question. Le financement de l'agriculture familiale dans le contexte de la libéralisation: quelle contribution de la microfinance? Séminaire de Dakar Fiche d'approfondissement n°4: 8 p.

Lapenu, C., Y. Fournier, et al. (2002). Potentialités et limites de la caution solidaire. Le financement de l'agriculture familiale dans le contexte de libéralisation : quelle contribution de la microfinance ? . Séminaire de Dakar Fiche d'approfondissement n° 8

MAEP (2004). "Compte rendu de la visite au lac Alaotra du 06 et 07 juin 2004." 50 p.

MEFB (2004). "Revue d'Information Économique, Publication trimestrielle de la direction Générale de l'Économie, Antananarivo." 19 p.

MEFB, SG, et al. (2004). Synthèse du document de Stratégie Nationale de MicroFinance à Madagascar (SNMF) 2004-2009.

Ottino, P. (1960). "Enquête sur les structures sociales de la région de l'Anony." Orstom ronéo 70 p.

Penot, E. (2007). "Appui au volet "Professionalisation des organisations de producteurs" du projet BV Lac " Rapport de mission n°4 Février 2007: 14 p.

Penot, E. (2007). Mise en place du réseau de fermes de références avec les opérateurs du projet, Projet BV Lac Cellule de maîtrise d'oeuvre déléguée CIRAD: 40 p.

Penot, E. and O. Deheuvels (2007). Modélisation économique des exploitations agricoles. Modélisation, simulation et aide à la décision avec le logiciel Olympe. Paris, L'Harmattan.

PNUD (2004). "Inventaire nationale des organisations financières de proximité (OFP) à Madagascar." Projet d'Appui à la Microfinance (PAMF): 233 p.

PNUD (2006). "Rapport National sur le Développement Humain, Madagascar 2006. Chapitre 2: Evolution des indicateurs du développement humain à Madagascar." 16 p.

Projet-BV-Lac (2006). "Mise en valeur et Protection des Bassins versants du Lac Alaotra." Document du projet: 3 p.

Rakotoarison, B. and N. H. Ratsitoarimanga (2006). "Microfinance rurale à Madagascar: Le grenier commun villageois." Grain de Sel Forum **n°36 septembre-novembre 2006**: 2 p.

Ribier, V. (2006). "L'agriculture malgache dans le contexte des négociation commerciales internationales, Constats et recommandations." Rapport de mission Cabinet JEXCO projet n° 23a. Programme d'appui à l'intégration des états ACP dans le système commercial multilatéral (SCM), : 92 p.

Roberts, R. A. J. (2005). "Assurance des récoltes dans les pays en développement." Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (Rome): 63 p.

Roesch, M. (2006). "Des dettes jusqu'à ne plus en vivre." BIM **n°11**: 11 avril 2006.

Sarrasin, B. (2003). "Madagascar, un secteur minier en émergence, entre l'environnement et le développement." Afrique Contemporaine: 127- 144 p.

Séguy, L. and S. Bouzinac (1999). "Cultiver durablement et proprement les sols de la planète, en semis direct." CIRAD-CA/GEC: 65 p.

Teyssier, A. (1994). Contrôle de l'espace et développement rural dans l'ouest Alaotra : de l'analyse d'un système agraire à un projet de gestion de l'espace rural. Thèse de géographie Université Paris I Panthéon Sorbonne: 473 p.

Wagner, E. (2004). Etude et mise en place d'un système de crédit solidaire dans la région du lac Alaotra, Madagascar, IEP Toulouse: 78.

Wampfler, B. (2004). "La centralisation des risques : une nécessité pour la microfinance ?" BIM: 16 novembre 2004.

Wampfler, B. and C. Lapenu (2002). Résumé exécutif du séminaire international de Dakar. La microfinance au service de l'agriculture familiale. Dakar, Sénégal, DGCID, 36 p.

Wilhelm, L. and O. Ravelomanantsoa (2006). "Première approche de la problématique famille/genre/jeunes ruraux pour appréhender le devenir des agricultures familiales autour du Lac Alaotra." AFD: 48 p.